

Les organisations de santé, les mutuelles et les organisations environnementales et de protection de la nature demandent au ministre Vandenbroucke de faire entendre sa voix dans les décisions sur les pesticides, comme il en a la prérogative.

Les pesticides ont un impact majeur sur la santé. Il est donc essentiel que le ministre fédéral Frank Vandenbroucke (Santé publique) participe aux décisions sur les pesticides. Selon la loi belge, le ministre de la Santé publique dispose de ce droit. Mais, lors de la précédente législature, il ne l'a pas appliqué suite à un accord avec le ministre de l'agriculture. Les organisations de défense de la santé, de l'environnement et de la nature demandent au ministre d'assumer pleinement ce droit de codécision lors de la présente législature.

PAN Europe, Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, Union Nationale des Mutualités Libres, la Société Scientifique de Médecine Générale (SSMG) Cellule Environnement, Nature et Progrès Belgique, Natagora, Canopea, Kom op tegen Kanker, KickCancer, Vlaamse Parkinson Liga, Natuurpunt, Bond Beter Leefmilieu, Velt, Vogelbescherming Vlaanderen, Dryade, West-Vlaamse Milieufederatie, Pomona et Broederlijk Delen demandent au ministre Vandenbroucke de ne pas transiger sur son droit de codécision en matière de pesticides. Lors de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement fédéral début février, les organisations de santé et de protection de l'environnement ont déjà adressé [une lettre](#) au ministre pour lui formuler cette demande.

Les organisations soulignent que la présence généralisée de pesticides dans notre environnement est l'un des problèmes les plus urgents en matière d'environnement et de santé. Les pesticides sont présents partout : dans le sol, la végétation, l'eau, l'air, les zones naturelles, les terrains de jeux, nos maisons et nos chambres à coucher. Leur impact s'étend donc bien au-delà des champs où ils sont appliqués. L'exposition aux pesticides est associée à un large éventail de maladies, y compris des types de cancer et des troubles neurodégénératifs. Le nombre de patients atteints de la maladie de Parkinson a considérablement augmenté ces dernières années - les experts parlent d'une pandémie de Parkinson et ils font le lien avec les pesticides. Les pesticides sont également l'une des principales sources de perturbateurs endocriniens: on estime que la majorité des coûts de santé liés aux perturbateurs endocriniens, sont dus à l'exposition aux pesticides, selon le plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens (NAPED). Les pesticides nuisent également à notre santé en raison de leur impact destructeur énorme sur la biodiversité, la qualité de l'eau et des sols : des écosystèmes sains sont le fondement essentiel de notre santé physique et mentale et de notre bien-être.

Kristine De Schamphelaere, PAN Europe:

"La santé des citoyens et des écosystèmes est notre bien le plus précieux. Le cocktail de pesticides qui recouvre tout notre environnement, même nos chambres à coucher, devrait réveiller les ministres de la santé. Les impacts et coûts énormes des pesticides sur l'environnement et la santé sont répercutés sur la société. Il est essentiel de mettre en place des politiques décisives visant à réduire de manière ambitieuse l'utilisation des pesticides et les risques qu'ils représentent."

Luc Van Gorp, président du MC (Mutualité chrétienne) fonds de santé:

"Le mode de vie, les facteurs biologiques et la qualité de nos soins de santé ne sont pas les seuls à avoir un impact sur notre santé; l'environnement dans lequel nous vivons joue également un rôle important pour la santé et la qualité de vie que nous connaissons. Pour rendre cet environnement plus sain, nous devons prendre toutes les mesures possibles pour réduire l'utilisation des pesticides, le plus tôt possible."

Noah Janssen, Natuurpunt:

"Les pesticides se retrouvent dans l'eau, le sol et l'air. L'impact sur les pollinisateurs tels que les abeilles ou les papillons est énorme. Leur nombre diminue de manière alarmante. Nous le ressentirons également dans notre production alimentaire. Mais les oiseaux, les poissons et les mammifères accumulent également le poison. Enfin, l'homme n'y échappe pas non plus. Nous payons le prix de la soi-disant protection des cultures sous la forme de maladies aiguës et chroniques. Quand le ministre va-t-il se prendre cela en compte?"

Xavier Brenez, directeur général des mutualités libres:

"Les pesticides ne sont pas seulement une question agricole ou environnementale. C'est un dossier où une approche « la santé dans toutes les politiques » est nécessaire. Nous comptons sur le vote du ministre Vandenbroucke pour mieux protéger la santé publique de l'impact des produits chimiques dangereux. Notre santé doit toujours primer sur les intérêts économiques."

Ellen Geerts, Ligue flamande contre la maladie de Parkinson:

"De plus en plus de recherches scientifiques montrent que l'exposition aux pesticides peut jouer un rôle dans le développement de la maladie de Parkinson. Cela fait de la politique en matière de pesticides une importante question de santé publique. La Ligue flamande contre la maladie de Parkinson plaide donc pour que le ministre de la santé soit associé aux décisions relatives à l'utilisation des pesticides, afin de protéger la santé des générations actuelles et futures."

Geert Gommers, Velt:

"Il est inacceptable que les citoyens soient exposés à des pesticides qui sont des perturbateurs endocriniens ou qui ont un impact négatif sur notre reproduction. Même nos chambres à coucher, où nous passons la majeure partie de la journée, ne sont plus à l'abri de cocktails de pesticides nocifs. Les citoyens méritent une protection efficace."

Céline Bertrand, Cellule Environnement de la Société Scientifique de Médecine Générale (SSMG Cellule Environnement):

"Nous refusons que la santé, et en particulier celle des enfants, soit sacrifiée sur l'autel de la prospérité de l'agro-industrie. Aujourd'hui, les externalités négatives du complexe agro-industriel sont assumées par la société. Les coûts en termes d'impact sur la santé sont colossaux. L'épidémie de maladies chroniques (cancers, troubles neurodéveloppementaux, maladies neurodégénératives, ...), outre toutes les souffrances qu'elle occasionne, ne fait qu'appauvrir la collectivité."

Bart Vanwildemeersch, Fédération de l'environnement de Flandre occidentale:

"Les gens s'inquiètent pour leur eau potable. Nous devons rétablir la confiance et cela ne peut se faire qu'en évitant les pesticides nocifs. C'est pourquoi l'autorisation sélective pour l'utilisation de pesticides dans les zones de captage d'eau potable est très importante."

Virginie Pissoort, Nature & Progrès:

"La question des pesticides dépasse de loin les pratiques agricoles. Les preuves scientifiques de leur toxicité pour notre santé, et celle des agriculteurs eux-mêmes, abondent. Ce n'est pas pour rien que depuis 1994, il est prévu que le Ministre de la Santé dispose d'un pouvoir de co-décision en matière d'autorisation de mise sur le marché de ces produits. Cette compétence a été abandonnée lors de la précédente législature mais le ministre Vandenbroucke doit prendre ses responsabilités et exercer son pouvoir de co-décision en la matière. De surcroît, c'est tout à fait en phase avec la vision "One health" si chère à la Belgique."

Lore Pil, Kom op tegen kanker:

"La réduction de l'exposition aux pesticides est une étape cruciale dans la prévention du cancer. Le choix d'un environnement plus sain, avec moins de produits chimiques nocifs, protège non seulement sa propre santé, mais aussi celle des générations futures."

Dries Verhaege, Dryade:

"L'utilisation de pesticides touche à l'agriculture et à la santé publique. Il est donc logique que les deux ministres compétents s'expriment sur l'accès au marché."

Agnes Wené, Vogelbescherming Vlaanderen:

"Regardez la situation à travers les yeux d'un animal sauvage. Leur habitat a été littéralement empoisonné. Les pesticides signifient que les oiseaux et autres animaux sauvages trouvent moins de nourriture, car il y a moins d'insectes, moins d'herbes et moins de graines. Les pesticides causent également des problèmes de santé. Les oiseaux sont désorientés, les œufs n'éclosent plus et les petits naissent morts ou avec des complications. Cela peut et doit changer. Non seulement pour nos animaux, mais aussi pour que nous, les humains, bénéficions d'un environnement sans pesticides".

Heleen De Smet, Bond Beter Leefmilieu:

"Si le ministre Vandenbroucke prend au sérieux la santé des Belges, il prendra également ses responsabilités dans le dossier des pesticides. Les risques des pesticides pour la santé sont trop graves pour être ignorés. Choisira-t-il de réparer les dommages causés à la santé ou de s'attaquer au problème à la source et avoir une approche préventive?"

Agathe Defourny, Canopea:

"[48.5 millions d'euros](#): c'est le coût annuel des pesticides sur le système des soins de santé en France. Qu'en est-il en Belgique ? Réduire les pesticides, c'est réduire la pression qu'ils exercent sur l'environnement, la santé, et les budgets."

Suzy Serneels, Broederlijk Delen:

"Un ministre de la santé doit veiller à ce que les gens puissent vivre dans un environnement sain, ici et ailleurs. Les pesticides nocifs n'y ont pas leur place. Le ministre Vandenbroucke a soutenu l'arrêté royal visant à mettre fin à l'exportation vers d'autres pays de pesticides dangereux interdits en Europe. Nous comptons sur lui pour qu'il prenne également ses responsabilités afin de mettre un terme à la pollution ici."

Gaëtan Seny, Natagora:

"Les pesticides fragilisent des écosystèmes entiers dont dépendent notre agriculture et notre santé. Il est urgent que la santé publique prime sur les intérêts de l'agrochimie. Sans biodiversité, pas d'alimentation durable ni de santé humaine. L'absence du Ministre de la Santé dans ce débat est injustifiable."

L'évaluation des risques des produits pesticides, qui relève de la compétence fédérale, présente des lacunes fondamentales: par exemple, la toxicité chronique des produits pesticides n'est pas bien évaluée, alors qu'il s'agit d'une obligation en vertu de la réglementation européenne. La question des pesticides est donc avant tout une question de santé publique et de grande importance sociale. Les citoyens méritent un cadre de vie sain. Par le biais de diverses

plateformes, ils ont exprimé leur demande de politiques ambitieuses et de protection efficace contre les pesticides. Dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne « Sauvez les abeilles et les agriculteurs », qui a recueilli plus d'un million de signatures, la Belgique était proportionnellement le deuxième pays le plus représenté en termes de nombre de signatures. Il est essentiel que le ministre de la santé fasse entendre sa voix sur les pesticides.

Contact:

Kristine De Schamphelaere, PAN Europe, kristine@pan-europe.info - 0473 96 11 20 30

Martin Dermine, PAN Europe, martin@pan-europe.info - 0486 32 99 92

